

Cote du document:	<u>EB 2008/94/R.20/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>11 e) i)</u>
Date:	<u>11 septembre 2008</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt et de don à la République d'Albanie pour le

Programme de liaison des zones montagneuses aux marchés

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quatorzième session
Rome, 10-11 septembre 2008

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après.

Henning V. Pedersen

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2635
courriel: h.pedersen@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du programme	iv
Résumé du financement	v
I. Le programme	1
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Garanties importantes incluses dans l'accord de financement négocié	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

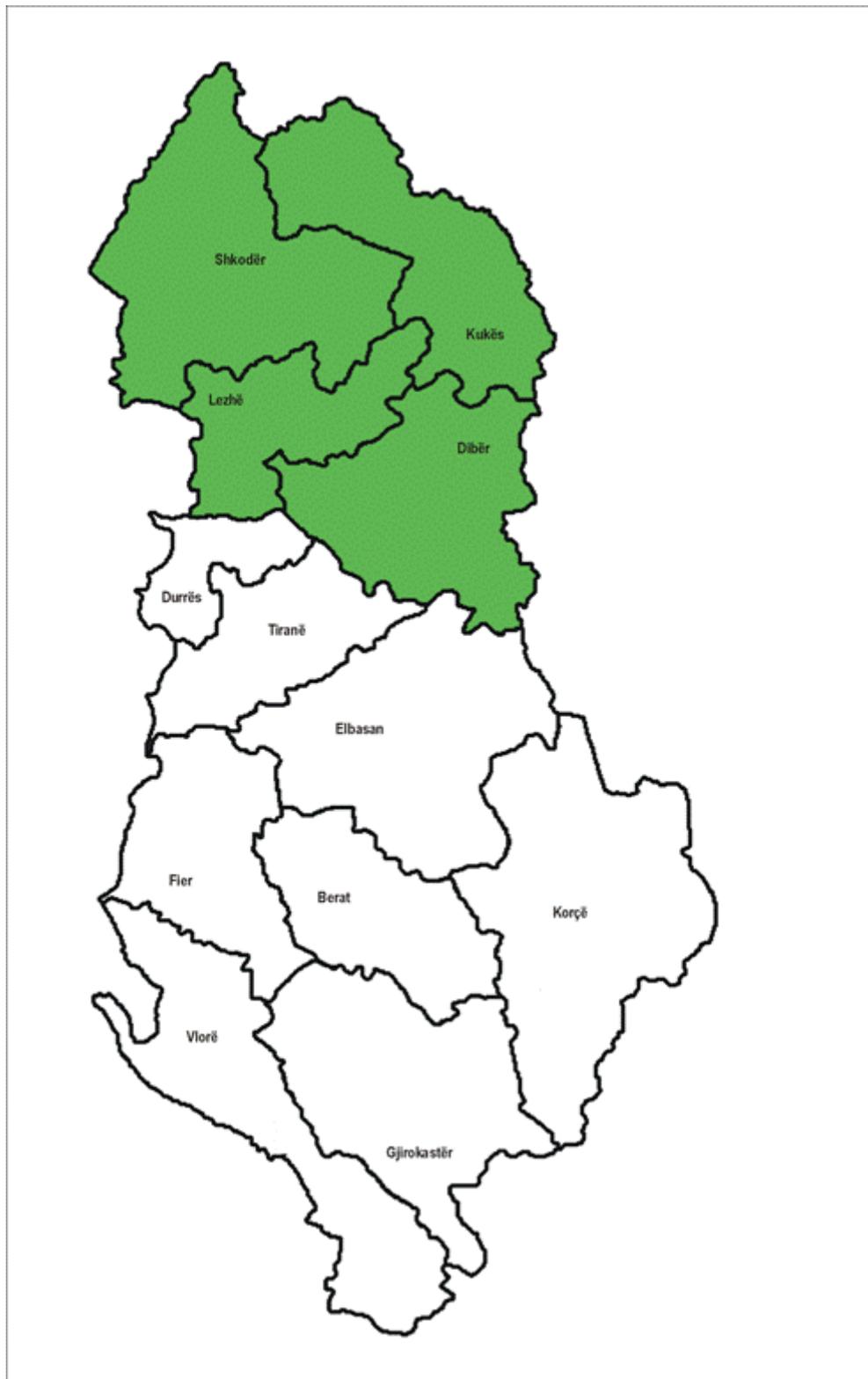
Sigles et acronymes

ODZM	Office de développement des zones montagneuses
SIP	Programme d'investissement stratégique
UE	Union européenne

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt et de don à la République d'Albanie pour le programme de liaison des zones montagneuses aux marchés, telle qu'elle figure au paragraphe 36.

Carte de la zone du programme



30/1

Source: Office de développement des zones montagneuses (ODZM), Tirana, Albanie
Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République d'Albanie

Programme de liaison des zones montagneuses aux marchés

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République d'Albanie
Organisme d'exécution:	Office de développement des zones montagneuses
Coût total du programme:	17,95 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	5,86 millions de DTS (équivalant approximativement à 9,20 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,26 million de DTS (équivalant approximativement à 0,40 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt équivalant à la moitié du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
Contribution de l'emprunteur:	2,49 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	5,86 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt et de don à la République d'Albanie pour le programme de liaison des zones montagneuses aux marchés

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Faisant fond sur les enseignements que le Gouvernement et le FIDA ont tirés des stratégies de réduction de la pauvreté ayant fait leurs preuves dans les zones montagneuses d'Albanie, le programme de liaison des zones montagneuses aux marchés met principalement l'accent sur: l'amélioration du revenu monétaire des agriculteurs; la multiplication des possibilités d'emploi salarié et de travail indépendant au sein de micro, petites et moyennes entreprises non agricoles; l'accroissement des investissements dans de petites infrastructures rurales favorisant les activités commerciales; et le renforcement de l'accès aux services financiers.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République d'Albanie un prêt d'un montant de 5,86 millions de DTS (équivalant approximativement à 9,20 millions d'USD), à des conditions intermédiaires, et un don d'un montant de 0,26 million de DTS (équivalant approximativement à 0,40 million d'USD), pour contribuer au financement du programme de liaison des zones montagneuses aux marchés. Le prêt aura une durée de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt équivalant à la moitié du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds.

Systeme d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour l'Albanie au titre du SAFP se chiffre approximativement à 9,6 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP (2007-2009).

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Le programme de liaison des zones montagneuses aux marchés, à l'instar de tous les programmes de pays financés par le FIDA, est parfaitement intégré dans le programme budgétaire à moyen terme du Gouvernement.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

5. L'Albanie affiche un risque de surendettement faible à intermédiaire, les principaux indicateurs étant au-dessous des seuils d'endettement pertinents établis pour le pays. La gestion macroéconomique est saine et la croissance annuelle du PIB réel est de 5% environ. Historiquement, l'exécution des programmes financés par le FIDA en Albanie est satisfaisante: tous les prêts ont été entièrement remboursés avant la clôture.

Flux de fonds

6. Les montants du prêt et du don du FIDA seront transférés en vertu d'un accord de financement standard entre le FIDA et le Gouvernement. Le Ministère des finances ouvrira un compte spécial pour le prêt et un compte bancaire pour le don, où seront déposés les fonds destinés à financer la part des dépenses du programme incombant au FIDA.

Modalités de supervision

7. Le FIDA supervisera le programme et en appuiera l'exécution selon les besoins.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

8. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

9. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) vérification annuelle des comptes et des états financiers du programme conformément aux normes internationales; ii) supervision fréquente et appui à l'exécution; et iii) insertion dans l'accord de financement de clauses relatives au fonctionnement et à l'entretien des infrastructures financées par le programme.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

10. Le programme devrait profiter aux membres des principaux groupes cibles qui, soit sont déjà actifs au plan économique, soit sont potentiellement capables de le devenir. Les groupes cibles sont: i) les ruraux pauvres vivant dans une situation de pauvreté extrême parce qu'ils ne possèdent pas de terre, ont donné leurs terres à bail ou ne produisent que le strict minimum pour assurer leur subsistance; ii) les agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance ou de semi-subsistance, en particulier ceux qui désirent passer à une agriculture plus commerciale; et iii) les chômeurs, les travailleurs sous-employés et les travailleurs indépendants des zones rurales. Au sein de ces groupes, on s'efforcera d'atteindre plus particulièrement les femmes rurales pauvres.

Méthode de ciblage

11. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, le programme utilisera le ciblage direct (formation professionnelle, renforcement des capacités à l'intention des femmes, petits dons en faveur des entreprises agricoles et non agricoles) et le ciblage indirect (dons contribuant au financement des infrastructures et mécanisme d'appui au crédit). L'analyse des filières conduite dans le cadre de l'élaboration du programme d'investissement stratégique (SIP) comprendra un indice multiplicateur de la chaîne de valeur permettant d'estimer les bénéfices revenant à l'individu moyen au sein des groupes cibles en conséquence directe des investissements du programme.

Participation

12. Le programme de liaison des zones montagneuses aux marchés est conçu comme un ensemble de mesures interconnectées et interdépendantes destinées à être exécutées au sein des cadres d'investissement cohérents en faveur de la réduction de la pauvreté mis en œuvre par les SIP. Le programme repose sur l'identification participative et systématique des possibilités d'investissement dans les zones montagneuses pauvres, classées par ordre de priorité selon leur impact potentiel sur la pauvreté et leurs résultats en termes de pérennité des investissements, de viabilité institutionnelle et de création d'emplois. Toutes les composantes et activités appuyées par le programme demandent la participation active et la contribution des clients et bénéficiaires, en termes d'initiatives et d'apports en espèce et en nature.

D. Objectifs de développement

Objectifs-clés

13. La finalité du programme est d'améliorer les revenus des ménages pauvres et très pauvres de la région septentrionale de l'Albanie, qui est la plus défavorisée du pays. L'objectif du programme est une réduction durable de la pauvreté rurale grâce à l'amélioration des perspectives d'emploi ou de participation des ruraux pauvres dans des filières d'approvisionnement rurales commercialement compétitives, moyennant un accès facilité aux marchés, au savoir-faire technique et aux financements.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

14. La concertation en matière de politiques générales conduite par le FIDA en Albanie vise à polariser l'attention sur les possibilités de croissance et de développement durables favorables aux pauvres dans les zones montagneuses défavorisées et sur une meilleure intégration de ces zones dans l'économie nationale. Dans cette perspective, l'amélioration des conditions propices au développement du secteur privé est au cœur du programme et des pourparlers en cours avec le Gouvernement et les autres partenaires.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

15. Le programme s'inscrit parfaitement dans les perspectives et les dispositions de l'exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP) élaboré par le FIDA en 2005 pour l'Albanie. Le COSOP fait valoir que le secteur agricole ne peut pas assurer à lui tout seul l'avancée économique future de la population des zones montagneuses. D'importants investissements publics et privés sont requis pour développer les activités économiques, améliorer le climat d'investissement dans les entreprises et fournir les infrastructures susceptibles de favoriser la relance de l'économie des zones de montagne. En outre, le programme est aligné sur plusieurs objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, à savoir: i) accès aux technologies agricoles améliorées, ii) accès aux services financiers; et iii) possibilités d'emploi et de création d'entreprise dans le secteur rural non agricole.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

16. Le programme s'accorde avec les stratégies générales et sectorielles du projet de stratégie nationale cadre pour le développement et l'intégration 2007-2010 de l'Albanie. Le département pour la stratégie et la coordination des bailleurs de fonds du Conseil des ministres de l'Albanie a entériné le programme proposé.

Harmonisation avec les partenaires du développement

17. La conception et les modalités d'exécution du programme ont été harmonisées avec les activités des partenaires du développement les plus importants, à savoir l'Union européenne (UE), le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale. Le programme est conçu de manière à s'insérer dans l'instrument d'aide de préadhésion de l'UE, notamment les initiatives de développement régional, et à le compléter. L'Albanie est l'un des pays pilotes de l'initiative Unité d'action des Nations Unies. À ce titre, plusieurs initiatives intéressantes pour le programme de liaison des zones montagneuses aux marchés bénéficient de l'appui des Nations Unies, à savoir: i) l'assistance technique en faveur de l'élaboration de la stratégie nationale plurisectorielle de développement régional du Gouvernement; et ii) l'introduction de plans de développement régionaux. La Stratégie d'aide-pays 2006-2009 de la Banque mondiale est articulée autour de deux axes: la croissance économique soutenue grâce à l'appui au développement du secteur privé et l'amélioration de la prestation des services publics. Ces deux axes vont dans le sens des activités du programme.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

18. Le programme comprend trois composantes: i) développement des marchés ruraux; ii) infrastructures de liaison aux marchés; et iii) gestion du programme.

Catégories de dépenses

19. Les principales catégories de dépenses sont les suivantes: i) travaux publics; ii) matériel, véhicules et autres biens; iii) assistance technique et études; iv) formation et ateliers; v) dons; vi) mécanisme d'appui au crédit; vii) coûts de fonctionnement de l'Office de développement des zones montagneuses (ODZM); et viii) crédits non alloués.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

20. La responsabilité générale de l'exécution du programme incombera au Conseil d'administration de l'ODZM, qui décide des grandes orientations générales de ce dernier. Le Conseil d'administration sera présidé par le ministre de l'économie, du commerce et de l'énergie tandis que les membres seront des représentants des principaux ministères, des organisations du secteur privé, de la société civile et des autorités régionales.

Responsabilités en matière d'exécution

21. La gestion générale au jour le jour du programme sera du ressort de l'ODZM, dont le rôle consistera à assurer la coordination technique et financière. La majeure partie de l'exécution du programme sera sous-traitée à des partenaires recrutés sous contrat.

Rôle de l'assistance technique

22. La capacité nationale de mise en œuvre des programmes financés par le FIDA est satisfaisante, ce qui réduit la nécessité de recourir à l'assistance technique internationale. Celle-ci sera fournie d'une manière stratégique dans des domaines tels que les méthodologies améliorées de gestion des filières d'approvisionnement et les procédures détaillées du mécanisme d'appui au crédit. Des experts locaux épauleront l'élaboration des SIP.

Situation des principaux accords d'exécution

23. La plupart des arrangements liés à l'exécution du programme sont déjà en place, notamment en ce qui concerne l'organe directeur (le Conseil d'administration de l'ODZM) et l'ODZM lui-même, dont la capacité d'exécution est démontrée. Les manuels des procédures relatives aux principales activités — telles que l'élaboration des SIP et le développement des infrastructures — ont été parachevés.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

24. Le coût total du programme s'élève à 17,95 millions d'USD sur cinq ans. Les sources de financement sont le FIDA (prêt de 9,2 millions d'USD et don de 0,40 million d'USD, soit 53%), le Gouvernement (2,49 millions d'USD, soit 14%) et les bénéficiaires (5,86 millions d'USD, soit 33%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

25. Le programme devrait entraîner une augmentation des revenus des agriculteurs et des entrepreneurs ruraux. Les bénéfices seront imputables: i) à l'amélioration des rendements des cultures et de la productivité de l'élevage ; ii) à la part accrue de produits agricoles commercialisés; iii) à la réduction des pertes pendant la production, la transformation et le transport des produits grâce à des technologies novatrices et à des infrastructures rurales améliorées; iv) à la meilleure qualité des produits; v) à l'accès facilité au crédit à long terme ainsi qu'à l'existence de débouchés commerciaux garantis; et vi) à la multiplication des possibilités d'emploi.

Viabilité économique et financière

26. L'analyse économique qui a été conduite montre que le taux de rentabilité interne global du programme est égal à 14,5%. En termes d'analyse financière, on a préparé 14 modèles représentatifs pour démontrer la viabilité financière des investissements potentiels. Les principaux résultats sont les suivants: i) une augmentation notable des bénéfices bruts et nets des agriculteurs et des petites et moyennes entreprises dans chaque modèle; et ii) des ratios bénéfices/coûts élevés.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

27. L'expérience du programme sera abondamment documentée et fera l'objet d'une large diffusion. L'ODZM créera un site web et publiera des bulletins tandis que les résultats obtenus et les enseignements tirés seront affichés sur le site web du FIDA. La mise en réseau des savoirs à l'échelon régional (dans les Balkans, en Europe centrale et orientale et en Turquie) bénéficiera d'un appui du FIDA et de l'ODZM aux fins de l'amélioration des pratiques actuelles de réduction de la pauvreté et de la multiplication des possibilités d'emploi pour les pauvres dans des filières rurales pérennes.

Innovations en matière de développement

28. La principale innovation est liée à l'appui du programme en faveur de la transformation de l'ODZM en Agence nationale albanaise de développement régional, une transformation visant à donner à cette dernière un rôle et des responsabilités similaires à ceux des organismes de développement régional de l'UE. L'ODZM a été créé en 1999, sous les auspices du programme de développement des zones montagneuses financé par le FIDA, dans la perspective d'être transformé à terme en un organisme de développement régional analogue à ceux de l'UE. Les autres innovations spécifiques du programme sont le programme de dons en faveur de la formation professionnelle et le mécanisme d'appui au crédit.

Approche d'élargissement

29. Cette expérience relative à l'intervention des organismes régionaux en tant qu'acteurs-clés du développement et à l'adoption par ces organismes d'une approche globale du développement sera documentée et testée afin de juger de son applicabilité dans d'autres pays de la région.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

30. Le programme est confronté à deux risques liés i) à un éventuel défaut d'entretien des infrastructures rurales ayant bénéficié d'un financement du programme et ii) aux contraintes pesant sur la transformation de l'ODZM en un organisme de développement régional. Le risque relatif aux infrastructures sera atténué au moyen d'un accord officiel entre toutes les parties, juridiquement contraignant, assorti de dispositions strictes pour le fonctionnement et l'entretien des infrastructures, comme condition de l'assistance du programme, et grâce à l'insertion dans l'accord de financement du programme de dispositions spécifiques prévues à cet effet. Il est possible que la transformation de l'ODZM ait un impact négatif sur la disponibilité du personnel pour la gestion du programme. Une supervision directe par le FIDA et des dispositions adéquates dans l'accord de financement du programme permettront d'atténuer ce risque.

Classification environnementale

31. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé en catégorie B dans la mesure où il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement.

K. Durabilité

32. On s'est efforcé d'assurer la pérennité du programme par le biais des exigences suivantes: i) l'exigence élémentaire générale que les investissements du programme soient axés sur le marché et subordonnés à la rigueur méthodologique des programmes d'investissement stratégique; et ii) l'exigence que les investissements dans les infrastructures dépendent de la conclusion d'accords préalables avec le programme, concernant le fonctionnement et l'entretien.

II. Instruments juridiques et autorité

33. Un accord de financement entre la République d'Albanie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Les garanties importantes incluses dans l'accord négocié sont jointes en annexe.
34. La République d'Albanie est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.
35. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

III. Recommandation

36. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République d'Albanie un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à cinq millions huit cent soixante mille droits de tirage spéciaux (5 860 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} août 2028 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à la moitié du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République d'Albanie un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à deux cent soixante mille droits de tirage spéciaux (260 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Garanties importantes incluses dans l'accord de financement négocié

(Négociations conclues le 5 septembre 2008)

Mesures de lutte phytosanitaire

1. Afin de promouvoir de saines pratiques environnementales, conformément au paragraphe 15 de la section 7 des Conditions générales, les parties au programme adoptent des pratiques appropriées en matière de lutte phytosanitaire, dans le respect des principes du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses avenants, et s'assurent qu'aucun des pesticides fournis dans le cadre du programme ne figure parmi ceux classés comme "extrêmement dangereux" (classe Ia) ou "très dangereux" (classe Ib) par la "Recommended Classification of Pesticides by Hazard and Guidelines to Classification" de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ses avenants.

Problématique hommes-femmes

2. Durant toute la période d'exécution du programme, la problématique hommes-femmes est prise en compte dans le cadre de chacune des activités à travers:
 - a) la collecte et l'analyse de données sur la structure et les processus socioéconomiques des zones montagneuses;
 - b) l'égalité des sexes dans la représentation au Conseil d'administration de l'ODZM;
 - c) l'égalité des sexes parmi les bénéficiaires du programme, ce pour toutes les composantes;
 - d) la réalisation des objectifs du programme axés sur l'égalité hommes-femmes; et
 - e) la fourniture de données ventilées par sexe, chaque fois que cela est possible, par le système de suivi-évaluation du programme.

Assurance du personnel du programme

3. L'agent principal du programme veille à ce que le personnel du programme soit assuré conformément aux pratiques habituelles en vigueur dans la fonction publique nationale.

Fraude et corruption

4. Le Gouvernement porte dans les plus brefs délais à l'attention du FIDA toute allégation ou suspicion de fraude et/ou de corruption en rapport avec l'exécution du programme, dont il a connaissance ou qui lui a été signalée.

Durabilité

5. Afin de garantir aussitôt que possible, mais en tout état de cause dans les 180 jours à compter de la date d'entrée en vigueur du programme, la durabilité de la composante infrastructures de liaison aux marchés, l'agent principal du programme prépare un programme détaillé de réalisation et d'entretien agréé par le FIDA. En outre, l'agent principal du programme coopère en permanence avec les institutions responsables concernées, comme le Fonds albanais de développement, s'agissant de la conception et de la construction des routes rurales. Aux fins de la réalisation de ces travaux, l'agent principal du programme définit, rationalise, applique et garantit des dispositions satisfaisantes pour le fonctionnement et la gestion de l'infrastructure rurale et veille à ce que les investissements relatifs aux infrastructures du programme soient réalisés conformément à la législation nationale en vigueur.

Suspension

6. a) Le FIDA peut suspendre, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits des comptes de prêt ou de don si l'un des faits suivants se produit:
- i) le directeur exécutif de l'agent principal du programme a été relevé de ses fonctions sans le consentement préalable du FIDA;
 - ii) le FIDA, après consultation avec le Gouvernement, considère que les avantages matériels du programme ne bénéficient pas suffisamment au groupe cible ou qu'ils échoient à des personnes étrangères à ce groupe, au détriment de ses membres;
 - iii) le manuel d'exécution du programme, ou l'une quelconque de ses dispositions, a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou d'une modification sans le consentement préalable du FIDA, et ce dernier considère que cette dérogation, suspension, abrogation, cet amendement ou cette modification a eu, ou risque d'avoir, un effet préjudiciable important sur le programme;
 - iv) le statut de l'agent principal du programme, ou l'une quelconque de ses dispositions, a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou d'une modification sans le consentement préalable du FIDA, et ce dernier considère que cette dérogation, suspension, abrogation, cet amendement ou cette modification a eu, ou risque d'avoir, un effet préjudiciable important sur le programme;
 - v) une autorité compétente a engagé des mesures visant à dissoudre l'agent principal du programme ou à interrompre ses activités, ou des actions ou mesures ont été engagées en vue de répartir les actifs éventuels entre ses créanciers;
 - vi) le FIDA a notifié au Gouvernement que des allégations crédibles de corruption ou de manœuvres frauduleuses en relation avec le programme ont été portées à son attention, et le Gouvernement n'a pris aucune action appropriée, en temps utile, pour y remédier à la satisfaction du FIDA; et
 - vii) les marchés n'ont pas été ou ne sont pas passés conformément à l'appendice 4 du présent accord.
- b) Sans préjudice de ce qui précède, le FIDA suspend le droit du Gouvernement de solliciter des retraits des comptes de prêt ou de don si le rapport d'audit spécifié en section 5.02 n'est pas finalisé de manière satisfaisante dans les douze mois à compter de la date de présentation des rapports financiers.

Conditions préalables à l'entrée en vigueur

7. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de financement:
- a) le Gouvernement a informé par écrit le FIDA que le directeur exécutif, le directeur adjoint et le chef comptable de l'agent principal du programme ont été dûment nommés;
 - b) l'accord de financement a été dûment signé, et sa signature et son exécution par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;
 - c) le Gouvernement a remis au FIDA un avis juridique favorable, émis par le Ministre de la justice du Gouvernement, concernant les points énoncés à la section 7.02 et acceptable pour le FIDA tant en la forme que sur le fond.

Key reference documents

Country reference documents

Council of Minister of the Republic of Albania. March 2008. National Strategy for Development and Integration 2007-2013.

Council of Ministers of the Republic of Albania in partnership with the United Nations. One United Nations Programme Albania. Programme Framework Document 2007-2010.

IFAD/Near East and North Africa Division. October-December 2007. Study on Constraints and Potential for Sustainable Socio-economic Development of disadvantaged and Mountain Areas in Albania.

Ministry of Agriculture, Food and Consumer Protection of the Republic of Albania. May 2007. Sector Strategy of Agriculture and Food (SSAF) 2007 – 2013 (Draft).

Ministry of Labour of the Republic of Albania. Social Affairs and Equal Opportunities. National Strategy on Gender Equality and Domestic Violence 2007-2010.

IFAD reference documents

Administrative Procedures on Environmental Assessment
COSOP 2005

IFAD Strategic Framework 2007-2010

Project design document (PDD) and key files

Private-Sector Partnerships and Development Strategy

Other miscellaneous reference documents

World Bank. October 25, 2007. Albania Strategic Policies for a More Competitive Agriculture Sector. Report No. AAA18-AL. Sustainable Development Sector Unit. Europe and Central Asia.

World Bank, Development Research Group Poverty Team. September 2007. Investing Back Home: Return Migration and Business Ownership in Albania. Policy Research Working Paper 4366.

World Bank. Albania. December 3, 2007. Urban Growth, Migration and Poverty Reduction. A Poverty Assessment. Report No. 40071-AL. Poverty Reduction and Economic Management Unit Europe and Central Asia Region.

Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification
Goal:		
Incomes of households in Programme area mountain communes increased.	<ul style="list-style-type: none"> Reduction in percentage of people living on US\$ 2/day. Increase in ownership of household assets. Reduction in the prevalence of chronic malnutrition for children under five years of age (stunting, i.e. height for age). 	<ul style="list-style-type: none"> LSMS/INSTAT surveys, disaggregated by district. MoH/UNICEF surveys. Programme Baseline and Impact Assessment Surveys. National Human Development Report.
Purpose/Objective:		
Sustainable rural poverty reduction by improving the opportunities of the rural poor for participation and employment in commercially competitive rural supply chains through increased access to markets, technical know-how and finance.	<ul style="list-style-type: none"> Increase of # public and private productive and commercial investments in poorest districts of Programme area. % of SEIP participants with increased revenue. Volume of commercialised products in Programme-supported SIPs increased. # of business operational after establishment and support by MADA (by type of business). # of full-time equivalent jobs created in new businesses. # of new businesses established in 21 districts (by type of business). Increased % of working age population employed, particularly vulnerable groups in the 12 MMP districts. MMP-supported Infrastructure operational and maintained after investment. Increase of # and type of infrastructure in Programme area financed other than by MMP. Increase in utilisation of business development services in Programme area, especially poorer districts. Increase in % of loan approvals by financial institutions for Programme area enterprises, especially in poorer districts. 	<ul style="list-style-type: none"> Information by local government (Survey, Focus group discussions). Local government budgets. Comparison of local investment strategy with actual investments. Periodic Assessment by MADA's Regional Development Manager, Strategic Investment Programming specialist and Business Services Specialist. Rapid surveys of MMP-supported SIPs (producer and processors and other). Focus group discussions with SIP participants. Periodic Assessment by MADA Business Services Specialist. Rapid surveys of businesses supported by MMP. Baseline, Mid-term and Completion Impact Survey on SMEs. Periodic Assessment by MADA Infrastructure Specialist. Reports by Communes on status of Infrastructure. Local Government budget. Baseline, Mid-term and Completion Impact Survey. Data from PFIs. INSTAT employment data, studies. INSTAT Structural Business Surveys.
Outputs:		
<p>Component 1: Rural Market Development</p> <p><u>Sub-component 1.1: Rural Market Intelligence and Investment Strategy</u></p> <p><u>Sub-component 1.2: Strategic Investment in Market Entities</u></p> <p><u>Sub-component 1.3: Capacity Building for Women</u></p> <p><u>Sub-component 1.4: Rural Environmental Services</u></p> <p>Component 2: Market Linkage Infrastructure Infrastructural bottlenecks removed</p>	<p>1.1:</p> <ul style="list-style-type: none"> # (10) and type (value chain and gender orientation) of SIPs prepared. # and types of Implementing Partners (e.g. PFIs, Rural Business Service Providers) trained on SIP approaches. <p>1.2:</p> <ul style="list-style-type: none"> # and type (activities/gender) of vocational trainees acquiring or not acquiring certificates of attendance# of producers, service providers and processors receiving loans with the amount 'y'. # of producers, service providers and processors trained in (type) activities. # of full-time equivalent jobs created and wage rates (vocational trainees, small grants scheme, CSF- supported businesses, women's capacity building scheme, rural environmental services pilot activities, rural infrastructure construction employment). <p>1.3:</p> <ul style="list-style-type: none"> # and type of technical assistance and training received by individual poor rural women and their businesses and associations. <p>1.4:</p> <ul style="list-style-type: none"> # (3-4) and type of Rural Environmental Services pilot activities. <p>2:</p> <ul style="list-style-type: none"> Area of irrigated land rehabilitated or established, specified by crop. Total water delivered in season relative to water request. Km of rural roads rehabilitated/built, paved/unpaved. # of livestock water points rehabilitated/constructed. # and type of other Programme-financed infrastructure. # of beneficiaries by type of infrastructure. 	<ul style="list-style-type: none"> Programme documentation including: MOA, Livelihoods and Poverty Analysis, Annual Performance Reports, Supervision Reports, Baseline, Mid-term and Completion surveys. Business plans and subsequent records. National, qark and commune level statistics. Public sales records and enterprise records. Approved SIPs. SIP surveys. SIP record sheets of producers, service providers and processors. Focus group discussions with SIP participants (note all MMP components are supposed to be SIP-related). Implementing partners' reports. Reports of contractors. Field visits of Technical Services Section. Assessments of Water Users' Associations. Case studies of infrastructure investors. Observation and reports of local government.

N

